

---

## Les maires de grandes villes allemandes – un réseau de sociabilité contre le national-socialisme ?

Sylvie Wüstefeld

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/481>

DOI : 10.4000/allemande.481

ISSN : 2605-7913

### Éditeur

Société d'études allemandes

### Édition imprimée

Date de publication : 26 juin 2015

Pagination : 211-223

ISSN : 0035-0974

### Référence électronique

Sylvie Wüstefeld, « Les maires de grandes villes allemandes – un réseau de sociabilité contre le national-socialisme ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 47-1 | 2015, mis en ligne le 13 décembre 2017, consulté le 21 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/481> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.481>

---

*Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*

## Les maires de grandes villes allemandes – un réseau de sociabilité contre le national-socialisme?

■ Sylvie Wüstefeld \*

### Introduction

En Allemagne, les maires de grandes villes (*Oberbürgermeister*) constituent un groupe à part dans le milieu de la politique communale à l'époque du national-socialisme. En effet, ce terme s'applique, selon la Loi communale allemande (*Deutsche Gemeindeordnung*)<sup>(1)</sup> de 1935 aux villes-districts (*Stadtkreise*)<sup>(2)</sup>, c'est-à-dire aux très grandes villes qui en règle générale étaient gérées par un maire « supérieur » (*Ober-*) responsable de la commune dans son ensemble, tandis qu'un autre maire était placé à la tête de chaque arrondissement. Plusieurs organes politiques et administratifs leur étaient dédiés, notamment le Conseil des communes allemandes (*Deutscher Gemeindetag*)<sup>(3)</sup> et l'Office pour la politique communale (*Hauptamt für Kommunalpolitik*)<sup>(4)</sup>. Pendant la période de 1933 à 1945, des réunions régulières furent organisées, regroupant les maires de grandes villes selon des zones géographiques<sup>(5)</sup>. Le but officiel de ces rencontres était d'inciter les participants à débattre de sujets

---

\* Docteur en histoire, professeur en classes préparatoires.

1 Cf. Peter Löw, *Kommunalgesetzgebung im NS-Staat am Beispiel der deutschen Gemeindeordnung 1935*, Baden-Baden, Löw und Vorderwülbecke Verlag, 1991.

2 « Art. 32, alinéa 2. Le maire porte dans les villes districts le nom de maire suprême » (« § 32. (2) Der Bürgermeister führt in Stadtkreisen die Amtsbezeichnung Oberbürgermeister »), cité d'après : <http://www.verfassungen.de/de/de33-45/gemeindeordnung35.htm>, consulté le 30 août 2014.

3 Le Conseil des communes allemandes fut créé en 1933 obligeant les représentations des communes qui existaient à l'époque de fusionner dans cet organe unique.

4 L'Office pour la politique communale était une institution national-socialiste censée superviser le Conseil des communes allemandes et être compétente dans toutes les questions relevant de la politique communale pour assurer la conformité des décisions à l'esprit du parti national-socialiste.

5 Les comptes rendus de ces réunions se trouvent dans les archives fédérales à Berlin (R1501 Ministère de l'Intérieur).

administratifs, mais l'on a pu établir qu'elles leur permirent aussi des échanges en marge sur les problèmes rencontrés dans leur travail quotidien sur le terrain.

Dans le cadre de notre travail de thèse<sup>(6)</sup>, intitulé « La "gestion autonome" à l'épreuve du national-socialisme. Politique communale et opposition (1933-1945): Carl Friedrich Goerdeler, Arthur Menge, Karl Strölin », nous nous sommes intéressée à la notion de « réseau de sociabilité » pour caractériser les relations qui liaient les maires de grandes villes à l'époque national-socialiste ainsi qu'à leur place dans les milieux de l'opposition. Nous avons cherché à établir dans quelle mesure les maires de grandes villes allemandes ont constitué un réseau de sociabilité contre le national-socialisme<sup>(7)</sup>.

Pour aborder ce sujet, il convient dans un premier temps de définir des critères d'analyse applicables à notre étude de cas. Ensuite, nous présenterons les résultats de notre démarche et les difficultés rencontrées. En dernier lieu, nous analyserons ces résultats dans le contexte d'une éventuelle attitude d'opposition au national-socialisme en effectuant une distinction entre les actions relevant d'une forme de résistance passive et l'implication concrète des trois maires dans l'action du 20 juillet 1944.

## 1. L'étude de cas

### *Les sources*

L'analyse de réseaux historiques (*Historische Netzwerkforschung*), donc l'application rigoureuse des outils de l'analyse de réseau aux relations entre des personnes à une période antérieure, est un domaine de la recherche encore assez récent. Le terme de « réseau » était pourtant utilisé dans la recherche historique bien avant, mais souvent comme synonyme de « groupe » c'est-à-dire pour décrire des relations personnelles ou professionnelles de différents acteurs sans les soumettre à une grille d'analyse précisément définie. La difficulté des différents outils d'analyse de réseau réside dans leur application à la recherche historique qui se fonde souvent sur des sources incomplètes ne permettant pas un relevé systématique de données.

Concernant notre étude des relations entre maires de grandes villes et plus particulièrement entre les maires<sup>(8)</sup> de Leipzig (Carl Friedrich Goerdeler), Stuttgart (Karl Strölin) et Hanovre (Arthur Menge), un déséquilibre dans la quantité des sources disponibles apparaît clairement. Carl Friedrich Goerdeler a laissé derrière lui un nombre important de documents<sup>(9)</sup> comprenant des livres et des articles publiés mais aussi des mémoires et des rapports non publiés, des manuscrits et sa correspondance professionnelle et privée. Pour Arthur Menge, en revanche, très peu de documents ont été archivés en

6 Soutenue à l'Université Lumière-Lyon 2 en 2013.

7 Nous n'aborderons pas ici la notion d'opposition au national-socialisme que nous avons développée dans notre travail de thèse.

8 Notre choix s'est porté sur ces trois personnalités puisqu'elles représentent trois métropoles allemandes d'une grande importance politique et économique, situées dans trois zones géographiques différentes. Goerdeler et Menge, nationaux-conservateurs, comptent parmi les quatre maires de grandes villes ayant pu conserver leur mandat après la prise de pouvoir des nationaux-socialistes en janvier 1933 et sont les deux seuls maires non nationaux-socialistes en poste après la fin de l'année 1933. Leur implication attestée dans l'action du 20 juin 1944 démontre leur lien avec une forme de comportement d'opposition.

9 Une partie de ces documents a été réunie dans une édition critique parue en 2003. Cf. Sabine GILLMANN, Hans MOMMSEN (dir.), *Politische Schriften und Briefe Carl Friedrich Goerdelers*, Munich, Saur, 2003.

dehors des comptes rendus des sessions du conseil municipal de Hanovre. Les papiers de Karl Strölin, moins nombreux que ceux de Goerdeler mais de quantité beaucoup plus importante que ceux de Menge, font apparaître un autre problème propre aux études historiques, celui de la subjectivité des sources, car Karl Strölin avait entrepris après 1945 de réunir des documents pour prouver son rôle dans l'action du 20 juillet 1944 dans le cadre des mesures de dénazification et des demandes de dédommagement pour les victimes de poursuites. Ces documents servent à l'évidence un but précis: présenter Karl Strölin sous son meilleur jour pour échapper aux poursuites au risque d'exagérer son véritable rôle et sa véritable importance. La difficulté réside donc dans la récolte, mais aussi dans la comparaison des données. Un autre problème se pose pour l'analyse de la relation des trois protagonistes: peu de leurs rencontres ont en effet généré des traces écrites. De plus, ce sont souvent des tierces personnes qui en témoignent en omettant des éléments voire en déformant les propos initialement tenus.

### *Les critères d'analyse*

Le sociologue Linton C. Freeman propose en 2004<sup>(10)</sup> une méthodologie de l'analyse de réseau comprenant quatre critères: l'analyse des relations entre différents acteurs comme un élément de l'organisation sociale, le relevé et l'analyse systématique de données empiriques, une présentation graphique et des modèles mathématiques et informatisés pour formaliser les résultats<sup>(11)</sup>. La méthodologie de Freeman ne nous a pas semblé applicable littéralement à notre étude de cas. Nous avons, par conséquent, cherché à établir nous-mêmes des critères permettant d'étudier la forme et le fonctionnement du groupe des maires de grandes villes pour démontrer qu'il s'agissait d'un « réseau de sociabilité », dans le sens de Georg Simmel<sup>(12)</sup>, c'est-à-dire d'un groupe en interaction régulière avec un objectif commun. Nous avons donc analysé trois types d'informations. Après avoir identifié les membres du réseau, nous nous sommes intéressée à leurs origines idéologiques, culturelles, religieuses et professionnelles pour établir des parallèles dans leurs parcours professionnels mais aussi dans leurs conceptions politiques. Pour mettre en évidence la structure du réseau, nous nous sommes interrogée sur le contexte de leurs rencontres. Nous avons donc établi l'occasion de leur première rencontre, la durée et la fréquence des contacts, leur contexte (privé ou institutionnel) et leur nature (correspondance, entretiens individuels, réunions, etc.) et les lieux des rencontres (proximité et éloignement géographique). Pour analyser la nature de leurs relations, nous avons étudié l'interaction au sein du groupe, c'est-à-dire le rôle de chacun dans le groupe, les intérêts de chacun et les intentions communes, la motivation pour faire partie du groupe et le degré de connaissance des autres membres

---

10 Cf. Linton C. FREEMAN, *The Development of Social Network Analysis: A Study in the Sociology of Science*, Vancouver, Empirical Press, 2004.

11 « (1) It involves the intuition that links among social actors are important. (2) It is based on the collection and analysis of data that record social relations that link actors. (3) It draws heavily on graphic imagery to reveal and display the patterning of those links. And (4) it develops mathematical and computational models to describe and explain those patterns », cité d'après: <http://moreno.ss.uci.edu/91.pdf>, consulté le 30 août 2014.

12 Cf. Georg SIMMEL, *Soziologie Untersuchungen über die Formen der Vergesellschaftung*, Berlin, Duncker & Humblot, 1908.

du groupe et de leurs positions pour mettre en évidence l'existence éventuelle d'un leader. Après cette analyse structurelle, nous nous sommes intéressée plus précisément à l'objet de ce réseau. Nous avons étudié dans quelle mesure l'opposition au national-socialisme pouvait être considérée comme l'élément fédérateur.

### *La représentation des résultats*

L'analyse de réseau s'appuie traditionnellement sur une représentation graphique des résultats. Elle semble réalisable dans le cadre de notre travail mais pas nécessairement utile, c'est pourquoi nous y avons renoncé dans notre thèse. La modélisation mathématique et informatique, en revanche, présente de nouveau une difficulté particulière dans l'étude historique des rapports entre différentes personnes. Pour des raisons de faisabilité, nous avons été amenée à restreindre l'échantillon à seulement trois maires. L'on peut donc s'interroger sur l'objectivité des résultats au vu du nombre d'échantillons. Pour pallier ce problème et donner plus de poids à nos analyses, nous avons fait occasionnellement appel à d'autres acteurs de la politique communale quand cela semblait particulièrement pertinent. Mais cette démarche rend la modélisation impossible puisque l'hétérogénéité des données est trop importante et fausserait le modèle.

## **2. Les résultats de l'analyse**

### *Parcours professionnels et politiques – un attachement à la morale et à l'État de droit*

Carl Friedrich Goerdeler<sup>(13)</sup>, protestant pratiquant, est né le 31 juillet 1884 à Schneidemühl en Prusse orientale, Arthur Menge<sup>(14)</sup> le 2 avril 1884 à Hanovre et Karl Strölin le 21 octobre 1890 à Stuttgart dans une famille piétiste. Leur éducation fondée sur la morale et la religion avait une importance particulière dans l'analyse que font les maires de la situation après la prise de pouvoir des nationaux-socialistes. Ils étaient profondément attachés à la religion et vivaient mal l'écartement des valeurs religieuses surtout dans des situations pouvant susciter des conflits de conscience. Ils faisaient preuve d'un attachement semblable à la justice et aux valeurs de l'État de droit. Goerdeler et Menge avaient notamment étudié le droit avant de se tourner vers une carrière dans la politique communale. Goerdeler obtint son premier poste dans une administration communale en tant que premier adjoint à la mairie de Solingen<sup>(15)</sup> en 1912 et Menge commença en 1911 sa carrière dans l'administration communale de sa ville natale où il travailla d'abord en tant qu'aide juridique. Tous deux occupèrent rapidement des postes plus importants. Arthur Menge fut ainsi, de 1914 à 1918, sénateur pour l'industrie, l'économie et l'alimentation avant de devenir le directeur du tramway de la ville et le porte-parole du conseil municipal. Il fut élu au poste de maire le 31 mars 1925. Carl Friedrich Goerdeler, quant à lui, fut élu deuxième adjoint

13 La biographie de référence reste l'ouvrage assez ancien de Gerhard Ritter. Cf. Gerhard RITTER, *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1954.

14 Aucune biographie d'Arthur Menge n'a été éditée à ce jour. Une brève note biographique se trouve dans un ouvrage sur l'histoire de la ville de Hanovre. Cf. Klaus MLYNEK, Waldemar R. RÖHRBEIN (dir.), *Geschichte der Stadt Hannover*, Bd. 2: *Vom Beginn des 19. Jahrhunderts bis in die Gegenwart*, Hanovre, Schlütersche Verlagsbuchhandlung, 1994.

15 Cf. Horst SASSIN, *Carl Goerdeler: Hitlers Widersacher in der Solinger Kommunalpolitik 1911 bis 1920*, Göttingen, V & R Unipress, 2013.

au maire de Königsberg en 1920 et maire de Leipzig en 1930. Sur le plan national, Goerdeler occupa également le poste de commissaire pour la surveillance des prix (*Reichspreiskommissar*) en 1931/32 et en 1934/35. Les deux maires, qui avaient pourtant toujours refusé d'adhérer au NSDAP, continuèrent à exercer leurs mandats après la prise de pouvoir des nationaux-socialistes jusqu'en 1937. Cette année-là, les nationaux-socialistes interdirent à Menge de se représenter pour un autre mandat et il dut quitter son poste le 15 août 1937. Ensuite, il occupa le poste de directeur juridique d'une compagnie d'assurance de Hanovre (*Kapital-Versicherungs-Anstalt Hannover*). Goerdeler, quant à lui, fut réélu maire de Leipzig en 1937 mais il démissionna cette même année quand son adjoint fit enlever, en son absence et contre son avis, une statue du compositeur juif, Felix Mendelssohn Bartholdy. Ensuite, il travailla pour les usines Robert Bosch<sup>(16)</sup> et entreprit plusieurs voyages à l'étranger de 1937 à 1939.

La carrière professionnelle de Karl Strölin<sup>(17)</sup>, en revanche, fut différente de celle de ses collègues. Il s'engagea d'abord dans l'armée et participa en tant qu'officier à la Première Guerre mondiale. Après la signature du traité de Versailles et la réduction des effectifs de l'armée allemande, il dut quitter l'armée et étudia les sciences politiques à Gießen et à Vienne. Il publia une thèse sur l'évolution de la situation des ouvriers avant et après la Première Guerre mondiale en 1923. Cette même année, il occupa son premier poste dans l'administration de la ville de Stuttgart au service dédié à l'approvisionnement en gaz. En 1927, il devint fonctionnaire de l'administration municipale. Il se présenta comme candidat au poste de maire de Stuttgart en 1931 mais dut essuyer une défaite cuisante contre le maire en poste, Karl Lautenschlager<sup>(18)</sup>. Strölin fut tout de même élu la même année au conseil municipal comme président du groupe national-socialiste. Après la prise de pouvoir des nationaux-socialistes en 1933, le *Gauleiter*, Wilhelm Murr<sup>(19)</sup>, le nomma commissaire d'État le 16 mars 1933, ce qui équivalait au renvoi du maire en exercice et à l'occupation du poste de maire par Strölin. Il resta maire de Stuttgart jusqu'en 1945.

Sur le plan politique, les trois maires s'engagèrent rapidement dans différents mouvements. Arthur Menge adhéra dès 1919 au parti conservateur hanovrien (*Deutsch-Hannoversche Partei*)<sup>(20)</sup> et fut membre du rassemblement conservateur du *Ordnungsblock* en 1924. Carl Friedrich Goerdeler devint membre du parti national-conservateur (*Deutschnationale Volkspartei*) en 1920 et Karl Strölin se rapprocha dès 1923 du parti national-socialiste où il occupa plusieurs postes de responsabilité.

Après l'échec du mouvement du 20 juillet 1944, Goerdeler s'enfuit mais fut arrêté, emprisonné à Berlin et condamné à mort le 8 septembre de la même année; il fut exécuté le 2 février 1945. Arthur Menge fut également arrêté le lendemain, le 21 juillet

---

16 Cf. Joachim SCHOLTYSEK, *Robert Bosch und der liberale Widerstand gegen Hitler 1933 bis 1945*, Munich, Beck, 1999.

17 Cf. Walter NACHTMANN, *Karl Strölin*, Tübingen, Silberburg Verlag, 1995.

18 Karl Lautenschlager, né le 15 mai 1868 à Stuttgart, décédé le 6 décembre 1952 à Stuttgart. Juriste, maire de Stuttgart de 1911 à 1933.

19 Wilhelm Murr, né le 16 décembre à Esslingen, suicidé le 14 mai 1945 à Egg. Formation commerciale, membre du NSDAP dès 1923, de 1928 à 1945 *Gauleiter* de Wurtemberg.

20 *Deutsch-Hannoversche Partei* (DHP), fondé en 1869 pour protester contre l'annexion du royaume des Welfes à Hanovre par la Prusse et pour obtenir le rétablissement de l'indépendance hanovrienne.

1944, à Bad Kissingen et transféré à la prison de Berlin/Moabit. Le 28 février 1945, il fut condamné à trois ans de prison et transféré à la prison de Brandenburg. Après sa libération en 1945, il retourna à Hanovre et reprit sa carrière politique. Le 28 novembre 1945, il fut élu président d'un parti régional de la Basse-Saxe (*Niedersächsische Landespartei*) qui succéda le 20 juin 1945 au parti hanovrien (DHP) mais dès le mois de décembre de la même année, il démissionna de son mandat et se retira de la vie politique, officiellement pour raison de santé. La recherche n'a pas établi si Menge participa à l'« action Dobbermann » visant à fonder une province hanovrienne indépendante de l'Allemagne sous gouvernance britannique. Il décéda le 16 mai 1965 près de Bellinzona au retour d'un voyage à Ascona. Quant à Karl Strölin, son appartement fut fouillé sans résultats dans le cadre de l'enquête à l'automne 1944. Même si aucune charge ne fut retenue contre lui, il perdit tout de même ses responsabilités au sein de la direction nationale du NSDAP. Au printemps 1945, il entra en contact avec les troupes françaises pour organiser la capitulation de Stuttgart et empêcher ainsi la destruction de la ville. Il fut ensuite emprisonné à Bad Mondorf et déclaré « peu responsable » (*minderbelastet*) lors de son procès en dénazification en juillet 1949. Par la suite, il rédigea plusieurs ouvrages<sup>(21)</sup> sur l'action du 20 juillet 1944 et son travail à Stuttgart. Professionnellement, il n'occupa plus de poste administratif ou politique. Déclaré « inapte au travail » (*berufsunfähig*) en 1951, il décéda le 21 janvier 1963 à Stuttgart.

Les parcours professionnels et politiques des trois maires, bien qu'individuellement différents, montrent tout de même certaines similitudes, notamment dans le domaine de l'éducation religieuse et morale puisqu'ils sont tous les trois issus de milieux religieux pratiquants et des réflexions sur la religion et la morale apparaissent régulièrement dans leurs écrits. Karl Strölin s'oppose ainsi à plusieurs reprises ouvertement à ses camarades nationaux-socialistes pour préserver l'indépendance d'institutions relevant du domaine de l'Église. Il s'emploie notamment à conserver l'indépendance des jardins d'enfants confessionnels, par exemple, en leur accordant des subventions pour qu'ils puissent continuer à fonctionner en dehors du réseau de services sociaux national-socialiste. Il insiste également pour préserver la présence de prêtres dans les hôpitaux et y maintenir le personnel religieux. L'engagement des trois maires contre Hitler semble avoir été motivé par leurs conceptions morales et religieuses mais aussi par la nature arbitraire de son régime puisqu'ils appellent dans leurs écrits au rétablissement de l'État de droit.

### *Nature et forme des rencontres*

Goerdeler, Strölin et Menge se rencontraient depuis 1933 en leur qualité de maires, lors des réunions du Conseil des communes allemandes (*Deutscher Gemeindetag*). Ils semblent avoir été très proches, car dès la deuxième réunion Goerdeler et Strölin s'assoient habituellement l'un à côté de l'autre. Des échanges épistolaires réguliers ont eu lieu entre Goerdeler et Menge et Goerdeler et Strölin. Ils furent également tous trois impliqués dans la réforme de la législation communale<sup>(22)</sup> en 1935. Après la démission de Goerdeler en 1937, Strölin et Goerdeler se retrouvaient, selon les indications de Strölin, toutes les 4 à 6 semaines à des endroits différents, le plus souvent à Stuttgart

21 Cf. Karl STRÖLIN, *Stuttgart im Endstadium des Krieges*, Stuttgart, Friedrich Vorwerk Verlag, 1950 et *Verräter oder Patrioten?*, Stuttgart, Friedrich Vorwerk Verlag, 1952.

22 Cf. P. Löw, *Kommunalgesetzgebung im NS-Staat* (note 1).

où Goerdeler se rendait dans le cadre de son activité au sein des usines Robert Bosch. Aucun contact direct en dehors du cadre du Conseil des communes allemandes n'est attesté entre Strölin et Menge.

### Rôle au sein du réseau

Les trois maires n'ont pas une importance égale à l'intérieur du réseau. Le personnage central est Carl Friedrich Goerdeler. Une véritable interaction entre les autres maires au sein du mouvement du 20 juillet 1944 qui aurait été indépendante de sa personne ne s'est pas vérifiée. Tout échange passe par Goerdeler. Ce réseau pourrait être graphiquement représenté par une étoile avec Goerdeler au centre, chaque branche représentant un des maires avec une communication à double sens. Une interaction authentique existe mais chaque branche ne peut accéder directement aux informations sans passer par le centre. C'est Goerdeler qui traite les informations et qui décide de ce qu'il souhaite communiquer aux autres. Il remplit ainsi le rôle de leader. Les autres maires ne prennent aucune initiative autonome. Menge aurait d'abord été réticent<sup>(23)</sup> quant à l'idée de s'engager activement dans la préparation du coup d'État. Strölin et lui ne s'emploient pour entrer en contact avec d'autres personnes susceptibles de partager leur vision ou de s'engager dans une action contre le régime hitlérien qu'à la demande expresse de Goerdeler. Ce dernier, en revanche, avait développé un vaste réseau dépassant le seul cadre du milieu de la politique communale réunissant des personnes d'horizons divers en Allemagne mais aussi à l'étranger. Il rencontra des personnes issues de milieux très différents : des industriels comme Robert Bosch, des syndicalistes comme Wilhelm Leuschner<sup>(24)</sup>, des représentants du parti catholique (*Zentrum*) comme Jakob Kaiser<sup>(25)</sup> et Hermann Pünder<sup>(26)</sup> et des militaires, notamment Ludwig Beck<sup>(27)</sup>. Il noua également des contacts avec des représentants du monde de l'économie et de la politique à l'étranger : il se rapprocha des responsables du *Foreign Office* anglais<sup>(28)</sup>, comme Robert Vansittart, ainsi que des frères Wallenberg<sup>(29)</sup>, banquiers suédois. Goerdeler se trouvait donc au centre d'un vaste réseau de connaissances mais il resta toujours en contact avec ses collègues maires.

23 Cf. Erich KALTENBRUNNER, *Berichte*, Archives fédérales de Berlin, NS 6 1944, 17 août 1944.

24 Wilhelm Leuschner, né le 15 juin 1890 à Bayreuth, exécuté le 29 septembre 1944 à la prison de Plötzensee. Menuisier, syndicaliste, membre du parti social-démocrate à partir de 1913, ministre de l'Intérieur de la Hesse en 1928, élu en 1933 au bureau de l'Union des syndicalistes allemand (*Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund*), opposant actif au national-socialisme.

25 Jakob Kaiser, né le 8 février 1888 à Hammelburg, décédé le 7 mai 1961 à Berlin. Relieur, à partir de 1924 président des syndicats chrétiens, élu au *Reichstag* pour le parti catholique (*Zentrum*) en mars 1933, actif dans la résistance depuis 1934, arrêté à plusieurs reprises, après 1945 membre fondateur de l'Union chrétienne-démocrate (CDU).

26 Hermann Pünder, né le 1<sup>er</sup> avril 1888 à Trèves. Décédé le 3 octobre 1976 à Fulda. Juriste, député pour le parti catholique *Zentrum*, premier chef du parti chrétien-démocrate (CDU), arrêté et incarcéré à Buchenwald et à Dachau après les événements du 20 juillet 1944.

27 Cf. Klaus-Jürgen MÜLLER, *Generaloberst Ludwig Beck: eine Biographie*, Potsdam/Paderborn, Schöningh, 2008.

28 Cf. Arthur Primrose YOUNG, *Die X-Dokumente. Die geheimen Kontakte Carl Goerdelers mit der britischen Regierung 1838/39*, Munich, Piper, 1989.

29 Cf. Gert NYLANDER, *German Resistance Movement and England. Carl Goerdeler and the Wallenberg Brothers*, Stockholm, Banking and Enterprise, 1999.



### 3. L'objet du réseau

#### *Travail de maire et attitude d'opposition – la désobéissance administrative*

L'historien Hartmut Mehringer<sup>(30)</sup> parle dans son ouvrage sur la résistance et l'émigration, où l'auteur synthétise les résultats proposés par la recherche pour souligner la difficulté d'aboutir à une définition unique applicable à tout type de comportement de résistance, d'une « opposition des spécialistes » (*Opposition der Fachleute*)<sup>(31)</sup> qui serait née, selon lui, de l'expérience de l'absence de l'État de droit, de la prise de conscience vers la fin des années 1930 des projets de guerre de Hitler et de la possibilité pour ces spécialistes, parmi lesquels Mehringer compte les hauts fonctionnaires, d'accéder aux informations au-delà de l'évidente désinformation national-socialiste. Cette définition fait apparaître l'importance d'un réseau permettant notamment de croiser des informations connues seulement d'un nombre restreint de personnalités influentes et elle souligne également que cette forme d'opposition est ainsi intimement liée à la fonction des personnes impliquées.

Le cadre institutionnel qui plaçait le maire entre les intérêts du parti national-socialiste et ceux des habitants de la commune semble nécessairement avoir suscité des conflits d'intérêt. Les trois maires inscrivait leur fonction dans la tradition de la « gestion autonome » qui, fondée sur les réformes du baron vom Stein<sup>(32)</sup> du début du XIX<sup>e</sup> siècle, prône une grande autonomie de décision du maire censé être le plus à même d'agir pour le bien de sa commune en collaboration avec les élus municipaux. Les trois maires ajoutaient à la notion classique de la « gestion autonome » un certain autoritarisme en s'affranchissant le plus possible de la tutelle du conseil municipal. En ce sens, ils s'accommodèrent dans un premier temps de l'idéologie national-socialiste en se considérant comme les « chefs » (*Führer*) de leur commune. Mais ils se virent très rapidement confrontés aux limites de leur autonomie dans un État totalitaire. L'arbitraire de l'État national-socialiste et l'absence de règles claires étaient contraires à leur conception de l'administration et à leur formation juridique mais ont également constitué la base de leurs premières actions d'opposition institutionnelle. Goerdeler, Menge et Strölin se servirent des règles de l'administration non abolies par les nationaux-socialistes pour faire passer les intérêts de leur commune avant ceux du parti et pour affirmer les droits des communes et l'autonomie d'action de leurs chefs<sup>(33)</sup>. Leurs actions ont été de nature diverse et toutes ne peuvent pas être considérées comme

30 Hartmut MEHRINGER, *Widerstand und Emigration*, Munich, DTV, 1997.

31 *Ibid.*, p. 147.

32 Heinrich Friedrich Karl baron vom Stein, né le 25 octobre 1757 à Nassau, décédé le 29 juin 1831 à Cappenberg. Juriste, spécialisé dans les questions administratives et économiques, fonctionnaire de la Prusse, auteur principal des réformes mises en place après le traité de Tilsit en 1807, exilé pour son attitude hostile à Napoléon, conseiller du tsar russe Alexandre I<sup>er</sup> à partir de 1812, directeur du Département central de l'Administration temporaire pendant les guerres napoléoniennes.

33 Pour caractériser cette attitude d'opposition, donc l'ensemble de comportements dérangeants pour le pouvoir en place mais ne s'attaquant pas véritablement au renversement du système, la réflexion sur le terme de *Resistenz* proposé par l'historien Martin Broszat dans son ouvrage sur la Bavière pendant le national-socialisme est particulièrement intéressante. Cf. Martin BROSZAT, Elke FRÖHLICH, Anton GROSSMANN (dir.), *Bayern in der NS-Zeit IV. Bayern in der NS-Zeit: Herrschaft und Gesellschaft im Konflikt, Partie C*, Munich/Vienne, Oldenbourg, 1981.

relevant de l'opposition active, notamment le refus du salut hitlérien en réunion ou le fait de ne pas arborer les insignes du parti national-socialiste lors de manifestations officielles, mais les maires entrèrent finalement en conflit avec les autorités national-socialistes. Ils s'efforcèrent notamment de sauver l'autonomie financière des communes, un des principes clefs de la « gestion autonome », principe fortement remis en cause par les nationaux-socialistes qui demandaient des participations communales aux frais de fonctionnement des organismes du parti, par exemple par la mise à disposition de salles communales lors de manifestations des sections locales. Pour ne pas satisfaire ces demandes, les maires s'appuyaient sur la législation en vigueur. Arthur Menge à Hanovre utilisa ainsi à plusieurs reprises la circulaire du 22 mai 1934 du ministre de l'Intérieur Wilhelm Frick, qui insiste sur l'indépendance des communes en matière budgétaire, pour répondre défavorablement à des demandes de soutien des organes du parti national-socialiste.

Les trois maires tentèrent également d'influencer directement la hiérarchie national-socialiste en rédigeant des rapports sur la situation des communes, soit de façon spontanée, soit à la demande des autorités. Dans les rapports qu'Arthur Menge devait ainsi envoyer tous les deux mois à partir de janvier 1935, il combinait des informations très factuelles sur la situation économique de Hanovre avec des considérations sur les mesures politiques. S'agissant d'un document officiel, il ne critiquait évidemment pas ouvertement le pouvoir en place. Il faisait, en revanche, part de son irritation face à certaines mesures prises par les nationaux-socialistes. Menge se servait donc de son rôle d'observateur pour exprimer son désaccord avec certains événements sans paraître ouvertement en opposition. Ainsi, il mentionna dans son premier rapport du 25 janvier 1935 l'étonnement de la population face aux mesures des nationaux-socialistes visant les commerces juifs. Dans ce rapport, il décrit de façon très neutre et détaillée les faits, la diffusion de gaz lacrymogène entre 15 et 17 heures le dimanche précédant Noël dans les grands magasins de la ville dont les propriétaires étaient juifs, tels que Woolworth ou Salberg, qui avait entraîné l'hospitalisation de 17 vendeuses. Ensuite, il souligne en quelques phrases critiques le manque de compréhension de la population face à cette mise en danger et exprime ses doutes quant à l'efficacité de ces mesures de façon assez claire. La même démarche se retrouve dans les rapports de Goerdeler et Strölin. Rendre compte d'une multitude de détails comprenant aussi des critiques permet de donner l'impression d'une certaine objectivité sans établir un lien direct entre l'auteur et les propos transcrits. En rapportant les critiques d'une opinion publique anonyme, non identifiable, les maires pouvaient rendre compte de manière déguisée de leurs propres avis.

#### *L'implication dans l'action du 20 juillet 1944*

Les trois maires furent impliqués, à des degrés différents, dans l'action du mouvement d'opposition du 20 juillet 1944. Goerdeler, qui en était incontestablement un des acteurs principaux même si son importance au sein du mouvement diminua à mesure que l'influence de la branche militaire augmentait, essaya inlassablement de mener des conversations informelles pour agrandir les rangs des opposants. Il participa également à la rédaction d'un grand nombre de projets politiques de ce mouvement et travailla notamment à la rédaction des discours censés être divulgués après l'élimination de Hitler. Il s'investit également dans les projets pour mettre en place un

nouveau gouvernement dans lequel il aurait souhaité occuper la place de chancelier. Toutes ses propositions pour une nouvelle organisation politique de l'Allemagne se fondent sur son expérience dans la politique communale. Dans différents mémoires et manuscrits Goerdeler en appelle invariablement à la restauration de la « gestion autonome » comme base de tout renouvellement de l'État. Ainsi, il écrit par exemple dans son mémorandum destiné aux généraux :

« Construction de toutes les administrations sur la connaissance du domaine et sur le sens de la responsabilité; rétablissement de la gestion autonome dans toutes les communes, départements et régions et en même temps abolition d'un centralisme exagéré; mise en ordre des finances et de la monnaie »<sup>(34)</sup>.

Cette citation fait apparaître l'agacement de Goerdeler qu'il partage avec ses collègues maires concernant l'extrême centralisation de l'État national-socialiste et l'ingérence des organes centralisés dans les affaires locales censées relever de l'appréciation souveraine du maire. Goerdeler envisage même d'appliquer ces principes à l'échelle de l'Europe.

« Les piliers de la construction future seront les unités en gestion autonome des communes et des provinces. [...] Les parlements de la gestion autonome devraient être des petites corporations avec une forte initiative et une administration de fonctionnaires. Soumis au vote ne seront que le budget et des questions fondamentales importantes. Pour le reste, l'exécution incombe à l'administration qui consulte le parlement. [...] Une administration simple, propre et incorruptible doit être rétablie »<sup>(35)</sup>.

Dans ce document, Goerdeler développe sa conception de l'État: un État « organique » qui part des unités les plus petites et les plus proches de la population, à savoir les communes, mais aussi un État autoritaire avec une faible influence des instances élues au profit de l'administration composée de fonctionnaires spécialisés dans leurs domaines et aptes à organiser efficacement les affaires courantes. La clef de voûte du bon fonctionnement reste la gestion des finances, le seul domaine considéré comme suffisamment important pour demander l'avis des parlements. L'administration doit exécuter son travail dans le respect scrupuleux des règles fixées par la loi. Pour lui, toute décision doit s'appuyer sur une base légale. L'État de droit constitue, par conséquent, la garantie du bon fonctionnement de l'administration. Dans tous ces écrits relatifs à la restructuration de l'Allemagne après l'éviction de Hitler, Goerdeler fait appel au principe de la « gestion autonome » comme base de la nouvelle administration.

34 « Aufbau aller Verwaltungen auf Sachkunde und Verantwortungsbewußtsein; Wiederherstellung der Selbstverwaltung in Gemeinden, Kreisen und Ländern und gleichzeitige Beseitigung übertriebener Zentralisierung; Ordnung der Finanzen und der Währung », Carl Friedrich GOERDELER, *Mémorandum aux généraux (Memorandum Goerdelers an die Generalität)*, Archives fédérales de Coblenz N1113/88, sans date, p. 21-22.

35 « Starke Säulen des künftigen Baus werden die selbstverwalteten Einheiten der Gemeinden und Provinzen sein. [...] Selbstverwaltungsparlamente sollen kleine Körperschaften sein mit starker Initiative und beamteter Verwaltung. Abstimmungen erfolgen nur über Budget und wichtige Grundfragen. Die Ausführung liegt im Übrigen bei der Verwaltung, die gutachtliche Äußerung der Parlamente einholt. [...] Einfache, saubere und unbestechliche Verwaltung muß wieder hergestellt werden », *ibid.*

Arthur Menge, quant à lui, aurait été informé par Goerdeler des projets de coup d'État contre le régime hitlérien au plus tard en février 1943<sup>(36)</sup>, il aurait été prévu comme « responsable politique » (*Politischer Beauftragter*) du district militaire XI – c'est-à-dire de la région de Hanovre. Peu de documents renseignent sur le véritable rôle de Menge. Dans un rapport de police du 6 septembre 1944<sup>(37)</sup>, à propos de la relation entre Menge et Goerdeler, il est indiqué qu'ils se connaissaient depuis longtemps et que lors d'une rencontre au printemps 1943, ils avaient parlé du coup d'État. Menge aurait approuvé les projets de Goerdeler et il aurait au terme de longues négociations accepté de participer activement et d'être inscrit sur les listes des responsables politiques en tant que président régional ou trésorier.

Dans un autre rapport du 26 octobre 1944<sup>(38)</sup>, le mouvement est caractérisé par l'apparition « d'anciens hommes politiques » en citant expressément Menge dont la motivation pour participer à l'action du 20 juillet 1944 est expliquée par sa déception professionnelle et par un manque de reconnaissance sous le régime national-socialiste. Menge et Goerdeler auraient envisagé d'approcher le commandant suprême des forces armées allemandes, Wilhelm Keitel, pour entrer en contact avec Hitler et pour communiquer directement avec lui mais ils auraient finalement abandonné ce projet en jugeant Keitel trop conformiste<sup>(39)</sup>.

Karl Strölin fut également informé par Goerdeler des projets de coups d'État et servit d'intermédiaire entre Goerdeler et différents hauts militaires, notamment Erwin Rommel. En tant qu'ancien militaire, Strölin avait gardé des contacts avec ses camarades toujours actifs. Il semblait être prédestiné à les utiliser pour établir un lien avec les cercles militaires. En effet, une lettre<sup>(40)</sup> adressée à la division historique de l'armée américaine par Hans Speidel, chef d'État-major du nouveau commandant du groupe d'armée B sous le général Rommel impliqué dans l'attentat du 20 juillet 1944, confirme les contacts entre Strölin et Rommel. Dans son courrier, Hans Speidel dépeint un personnage entreprenant, très au courant des préparatifs et convaincu de l'importance d'éliminer Hitler mais aussi Himmler. Strölin continua à voir régulièrement Goerdeler

36 Cf. Hugo THIELEN, Waldemar RÖHRBEIN, Klaus MLYNEK, Dirk BÖTTCHER (dir.), *Hannoversches Biographisches Lexikon*, Hanovre, Schlüterscher Verlag, 2002, p. 250.

37 « Menge und Goerdeler waren alte Bekannte. Im Frühjahr 1943 haben beide ihre Ansichten über die Lage ausgetauscht, wobei sie sich in der Beurteilung durchaus einig waren. Menge habe alles, was geplant war, gebilligt, sei jedoch zu diesem Zeitpunkt der Meinung gewesen, daß die unerläßliche militärische Aktion nicht zu früh einsetzen möchte, sondern daß man noch warten soll. Nach längeren Verhandlungen habe sich Menge schließlich bereit erklärt, selbst teilzunehmen. Er wurde im Herbst 1943 in die Liste der politischen Beauftragten eingesetzt. An sich war mit ihm abgesprochen, daß er Oberpräsident bzw. Reichsstatthalter werden sollte. Goerdeler und Menge haben sich im Februar/ März 1944 erneut ausgesprochen. Menge sei zu dieser Zeit außerordentlich ungeduldig gewesen. Bei der Besprechung über die ihm selbst zugedachte Verwendung habe Menge erneut durchblicken lassen, daß er einen guten Innenminister abgeben würde. Er habe sich aber am Ende damit begnügt, zunächst auf der Liste der politischen Beauftragten zu stehen », E. KALTENBRUNNER, *Berichte* (note 23), feuilles 71/72.

38 « Auftreten "alter politischer Größen" wie z.B. Menge », E. KALTENBRUNNER, *Berichte* (note 23), 17 août 1944, 26 octobre 1944.

39 Cf. *ibid.*, feuille 123.

40 « Speidel à Historical Division Operational History Section », Archives fédérales de Coblenz, N1166/160, 16 juin 1947, p. 2.

même après la démission de ce dernier. Il affirme avoir été une source d'informations précieuse pour Goerdeler qui lui aurait, à plusieurs reprises, demandé de rester en poste et de continuer à l'informer sur l'évolution de la situation dans les administrations communales. En dehors du cadre de l'action du 20 juillet 1944, il s'engagea dans le domaine religieux. Strölin s'employa, par exemple, à conserver l'indépendance des jardins d'enfants confessionnels et insista pour préserver la présence de prêtres dans les hôpitaux et y maintenir le personnel religieux. Strölin intervint également en faveur d'un groupe de prisonniers alsaciens du réseau de résistance autour du vétérinaire Charles Bareiss<sup>(41)</sup>. Strölin rédigea plusieurs courriers pour dénoncer la situation dramatique de ces prisonniers et grâce à son intervention, la peine de mort prononcée à l'encontre de vingt-deux d'entre eux pour trahison fut suspendue.

Les motivations réelles des trois maires pour leur engagement dans l'action du 20 juillet 1944 relèvent de domaines très différents. Outre leur éducation morale et religieuse et leur formation juridique ou politique, l'évolution des conditions de leur travail dans la politique communale semble en être un des facteurs favorisant. L'engagement réel des trois personnalités se situe à la limite entre la désobéissance administrative et l'implication active, dans la mesure où, en tant que maires, ils faisaient partie du système national-socialiste et leurs actions respectaient souvent les limites de la hiérarchie et de la légalité, mais dans un régime aussi arbitraire que le national-socialisme certaines de leurs démarches auraient tout de même pu mettre en péril leur position ou même leur personne. Pour le cas de Menge, il est difficile d'établir son rôle exact au sein du mouvement du 20 juillet 1944 dans la mesure où il n'existe que très peu de documents relatifs à ses activités. Le cas de Strölin, national-socialiste, est particulièrement épineux. Son implication concrète, notamment ses actions en faveur des représentants de l'Église, n'intervient qu'après la bataille de Stalingrad fin 1942, donc à un moment où l'échec du régime national-socialiste semble probable. Ses démarches peuvent ainsi être comprises comme un moyen de s'assurer des témoignages favorables concernant sa personne après un éventuel changement de régime. Les témoignages récoltés sont en effet destinés à prouver son attitude d'opposition malgré son poste et son appartenance au parti national-socialiste. Les parcours politiques de certains témoins posent également problème, un des témoins par exemple, Ernst von Weizsäcker, fut condamné pour crimes contre l'humanité dans le cadre de sa responsabilité pour la déportation de juifs français.

## Conclusion

S'il n'est pas possible d'établir l'implication exacte des trois maires dans un mouvement de résistance, leurs fréquentes rencontres et les réunions régulières permettent de confirmer l'existence d'un réseau de sociabilité entre maires, dont l'élément fédérateur fut d'abord l'expérience commune du travail de maire. La politique communale joue ainsi un rôle central dans les propositions politiques de ce mouvement. L'influence des

---

41 Les membres de ce réseau avaient été arrêtés entre mai et septembre 1942 suite à la découverte le 12 avril 1942 dans les toilettes d'un train de la ligne Paris-Toulouse d'un rapport sur les réseaux de résistance en Alsace en contact avec les gouvernements britannique et américain et aussi avec Charles de Gaulle.

acteurs de la politique communale permet de confirmer un lien entre le travail dans ce domaine et des actes d'opposition. Cet apport semble être en grande partie de nature théorique, reflété dans un nombre important d'écrits, et résulte principalement de l'anéantissement du principe de la « gestion autonome » et de l'État de droit. L'action des maires, fondée sur une base légale et des normes antérieures à l'État national-socialiste, puise sa motivation dans le clivage entre ce cadre légal et l'arbitraire auquel ils étaient confrontés dans l'exercice de l'administration communale. Elle se traduit par une attitude de défense de ces normes, plus ou moins explicite, pouvant aller jusqu'à des actions au sein d'un mouvement de résistance. Les causes pour l'opposition au national-socialisme des trois maires sont multiples. Il s'agit d'abord de facteurs intérieurs personnels liés à leur éducation morale et religieuse et à leur formation souvent juridique. La contradiction manifeste de l'État national-socialiste avec ces idéaux semble les pousser vers une attitude d'opposition. Ces éléments permettent également de parler d'un lien de sociabilité entre eux. S'y greffent ensuite des aspects extérieurs institutionnels liés à leur fonction et à leurs conditions de travail au quotidien. Tous trois étaient attachés à l'image d'un maire autoritaire mais compétent et juste, fortement mise en question par la démultiplication des responsabilités dans le régime hitlérien.

## Résumé

*Les administrations communales en Allemagne ont subi des transformations importantes entre 1933 et 1945. En se fondant sur l'exemple de trois maires de grandes villes, la présente étude entend démontrer l'existence d'un lien entre travail dans la politique communale et rejet du national-socialisme dû notamment à l'abolition du principe de la « gestion autonome » (Selbstverwaltung), notion centrale de l'administration communale depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Cette question est examinée du point de vue de l'analyse de réseau et l'étude tente d'établir l'importance de cet outil pour la recherche historique. Elle aboutit à la conclusion que l'hypothèse de l'existence d'un réseau de sociabilité entre maires de grandes villes s'est vérifiée avec dans son centre un personnage emblématique, Carl Friedrich Goerdeler.*

## Zusammenfassung

*Die Selbstverwaltung bildet die Grundlage der deutschen Kommunalpolitik seit Beginn des 19. Jahrhunderts. Die hiervorliegende Studie beschäftigt sich mit den Veränderungen in diesem Bereich am Beispiel dreier Oberbürgermeister, um einen Zusammenhang zwischen dieser Neuordnung und einer oppositionellen Haltung seitens der Kommunalpolitiker zu zeigen. Besonderes Augenmerk wird hierbei auf die Übertragung der Methoden der Netzwerkforschung auf die Geschichtswissenschaft gelegt. Die Studie zeigt, dass es tatsächlich ein Netzwerk zwischen den Oberbürgermeistern gegeben hat, dass dieses aber vor allem auf dem Leipziger Oberbürgermeister Carl Friedrich Goerdeler beruht.*